

Revue Droits fondamentaux et pauvreté



Ce deuxième numéro débute par 2 billets, se poursuit par 4 articles de doctrine (la mendicité, les définitions de la pauvreté, le placement d'enfants et l'*habeus corpus* des personnes internées), s'attarde ensuite sur différents cas de jurisprudence (Cours et tribunaux ordinaires, Cour constitutionnelle et Cour européenne des droits de l'homme) et se termine avec une veille législative. Bonne lecture!

Illustration : Michiel Commère

Sommaire

Billet d'humeur d'Anne-Emmanuelle Bourgaux

C'est le printemps. Dans le ciel des revues juridiques, entre un rayon de soleil et le 37^e arrêté sur les mesures urgentes COVID-19, les cris d'une nouvelle née déchirent le ciel juridique belge: la revue Droits fondamentaux et Pauvreté est née. Impatientes et enjouées, trois bonnes fées sont penchées sur son berceau. [...]

[Lire Plus](#)

Billet du non-juriste de Jean-Paul Snappe

La mobilité n'est pas considérée comme un droit fondamental. Mais qu'en est-il de l'égalité d'accès au service public de mobilité ? [...]

[Lire Plus](#)

Les définitions de la pauvreté comme sources du droit

Les différentes représentations et définitions des pauvres et de la pauvreté déterminent les actions ou les refus d'agir à leur égard, de la part des personnes publiques ou des personnes privées. C'est vrai aussi pour le droit. [...]

[Lire Plus](#)

L'autonomie personnelle, la dignité humaine et le droit de mendier

Dans l'affaire *Lacatus contre la Suisse*, la Cour européenne des droits de l'homme a reconnu pour la première fois, au début de l'année 2021, que le fait de mendier constitue un droit fondamental. Selon la Cour, la Suisse a agi en violation de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) (droit au respect de la vie privée) en infligeant une sanction pénale à un mendiant. La protection du caractère touristique ou commercial d'une ville ne peut jamais constituer une justification suffisante. [...]

[Lire Plus](#)

La Cour constitutionnelle au secours urgent de l'Habeas Corpus des personnes internées

Adopté dans le cadre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, l'article 46 de la loi du 20 décembre 2020 « portant des dispositions diverses temporaires et structurelles en matière de justice dans le cadre de la lutte contre la prorogation du coronavirus COVID-19 » visait à interdire par principe la comparution en personne devant la Chambre de protection sociale des malades mentaux internés. Un recours en annulation avec demande de suspension avait été introduit devant la Cour constitutionnelle par plusieurs personnes internées qui se plaignaient de cette limitation apportée aux garanties procédurales de protection de leur liberté individuelle. [...]

[Lire Plus](#)

Résumé: « La préservation du lien parent-enfant dans le cadre du placement »

Cet article donne un bref aperçu du Cahier sur la préservation du lien parent-enfant dans le cadre d'un placement, un examen de la jurisprudence du Service de lutte contre la pauvreté. Depuis plus de 30 ans, la Cour européenne des droits de l'homme traite de situations concernant le placement et le maintien du lien parent-enfant. A travers une étude exhaustive de cette jurisprudence, nous avons tenté d'en dégager les principes les plus importants. Ces principes montrent que les autorités publiques doivent être extrêmement prudentes dans cette matière sensible et doivent agir avec un objectif ultime : le regroupement familial. [...]

[Lire Plus](#)

Tribunal de première instance d'Anvers, 7 janvier 2021

UNIA a cité l'a.s.b.l. M en justice pour violation de la loi anti-discrimination et du décret flamand sur l'égalité des chances. Elle soutient que l'a.s.b.l. M discrimine non seulement les mères qui ont besoin d'aide, mais aussi les bénévoles et les assistants, tant directement que par association. [...]

[Lire Plus](#)

Tribunal correctionnel de Liège, 3 juillet 2019 – Cour d'appel de Liège, 17 mars 2021

Une personne fait la manche dans le centre de Liège, selon les policiers, d'une manière relativement insistante en suivant les passants la main tendue. Les policiers décident de l'interpeler et l'intéressé accepte le contrôle d'identité. Informés que l'intéressé avait déjà fait l'objet de 18 procès-verbaux du chef de mendicité, les policiers décident de le priver de liberté et de procéder à sa fouille. Apprenant sa privation de liberté, l'intéressé refuse de se soumettre à son arrestation en jouant des épaules pour se dégager ; dans le même temps, il hurle, vocifère et insulte les policiers qui finalement, à quatre, parviennent à le maîtriser. [...]

[Lire Plus](#)

Tribunal de première instance francophone de Bruxelles, 23 octobre 2020

La chambre des référés du Tribunal francophone de Bruxelles a, par une ordonnance prononcée le 23 octobre 2020, déclaré recevables mais non fondées les demandes introduites par l'association sans but lucratif Réseau wallon de lutte contre la pauvreté et par l'association sans but lucratif Réseau belge de lutte contre la pauvreté. [...]

[Lire Plus](#)

Veille législative (2021/2) : paru au Moniteur belge entre le 1er janvier et le 31 mars 2021

Veille législative (2021/2) : paru au Moniteur belge entre le 1er janvier et le 31 mars 2021 [...]

[Lire Plus](#)